

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

9 octobre 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Genève s'engage pour la population malienne.....	4
Félicitations à M. Rolf Heuer, directeur général du CERN	4
Genève-Confédération	5
Oui à la révision partielle de l'ordonnance sur les armes	5
Oui avec réserve sur l'identification électronique.....	5
Oui à deux amendements au statut de Rome de la Cour pénale internationale	6
Oui à l'accélération des procédures et à l'amélioration de la protection juridique des requérants dans le domaine de l'asile.....	6
Réglementation en matière d'assurance tremblement de terre	6
Genève	8
Carouge : construction de logements et d'un hôtel	8
Approbation du plan de site « Maisons ouvrières du Petit-Lancy ».....	9
Le tram du Grand-Saconnex toujours d'actualité.....	10
Aide financière à des organismes actifs dans le domaine culturel	10
Fondation d'art dramatique de Genève : approbation des comptes 2012.....	11
Fondation d'aide aux entreprises : adoption du rapport d'activité	11
Rappel des règles de bienséance lors des séances des Conseils municipaux	12
Le traitement des magistrats communaux à l'examen	12
Aboutissement de référendums en Ville de Genève et à Versoix	13
Elections du 6 octobre 2013 : résultats constatés	14
Déjeuner de travail avec les magistrats du pouvoir judiciaire.....	14
Agenda des invitations à la presse	15

Genève internationale

Genève s'engage pour la population malienne

Par solidarité avec la population malienne, le Conseil d'Etat a décidé d'apporter une aide d'urgence de 150'000 francs en faveur des actions de la Croix-Rouge suisse (CRS) visant à soutenir les familles de retour au nord du Mali et à rétablir l'accès à l'eau et aux soins dans la région de Tombouctou.

A la suite du coup d'Etat de mars 2012 au Mali, puis de la rébellion dans le nord du pays suivie de l'intervention militaire franco-malienne, des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir la région. Aujourd'hui, le contexte sécuritaire s'est globalement amélioré et une tendance accrue au retour des déplacés est constatée depuis mai 2013. La situation s'étant stabilisée, la CRS, en collaboration avec la Croix-Rouge malienne, a pour sa part repris ses activités dans le nord du Mali, région qu'elle avait dû quitter au printemps 2012.



Le projet de la CRS permettra de faciliter la réintégration de 1300 familles déplacées et d'améliorer les conditions de vie locales fortement détériorées après onze mois d'occupation et de pillages. Sont prévues principalement la rénovation des puits et la réouverture des centres de santé de six communes, des projets déjà soutenus par la CRS avant l'éclatement du conflit, ainsi que la remise en fonction de la clinique ophtalmologique de Tombouctou.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Félicitations à M. Rolf Heuer, directeur général du CERN

Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations au directeur général du CERN, M. Rolf Heuer, à l'occasion de la remise du Prix Nobel de physique à deux physiciens, MM. Peter Higgs et François Englert, suite à la confirmation de l'existence du boson de Higgs, en juillet 2012, par le CERN. Ce Prix Nobel constitue une reconnaissance pour le travail et l'engagement de cette organisation dans le domaine de la physique des particules.

En récompensant le britannique Peter Higgs et le belge François Englert, c'est l'ensemble de la communauté scientifique du CERN qui est félicitée pour son travail sur l'existence de la particule élémentaire. Le gouvernement genevois est fier d'accueillir sur son territoire une partie du grand collisionneur de hadrons (LHC), qui a permis de confirmer l'existence du célèbre boson de Higgs.

Oui à la révision partielle de l'ordonnance sur les armes

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de justice et police portant sur la révision partielle de [l'ordonnance du 2 juillet 2008 sur les armes \(OArm\)](#).

Ce projet concerne en premier lieu l'adaptation de la liste des pays dont les ressortissants sont interdits d'acquisition d'armes. Il s'agit de supprimer de cette liste la Croatie et le Monténégro, qui ne sont plus considérés comme des pays en situation de crise ou des « zones à risque ». En second lieu, l'aliénateur d'une arme se voit désormais dans l'obligation de conserver l'extrait du casier judiciaire de l'acquéreur et d'en transmettre une copie à l'autorité cantonale compétente, en vue d'un meilleur contrôle.

Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 26.

Oui avec réserve sur l'identification électronique

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation informelle du Département fédéral de justice et police portant sur la possibilité de proposer une identité électronique lors de la mise en place d'une nouvelle carte d'identité. Le gouvernement salue l'initiative de la Confédération visant à offrir une identification électronique au niveau helvétique, mais rejette les solutions techniques proposées.

Par ailleurs, l'évolution technologique dans ce domaine étant très rapide, le gouvernement genevois juge préférable de découpler l'identification électronique d'une pièce d'identité personnelle et de favoriser une fédération d'identités en Suisse. Il sera ainsi possible de répondre à tous les besoins avec différentes technologies dont les tablettes numériques, apparues sur le marché il y a trois ans et devenues depuis incontournables.

L'expérience de l'administration en ligne a permis d'identifier différentes catégories d'utilisateurs auxquelles l'identification électronique doit impérativement répondre.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Taschini, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 94 05.

Oui à deux amendements au statut de Rome de la Cour pénale internationale

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral des affaires étrangères concernant les amendements des 10 et 11 juin 2012 au statut de Rome de la Cour pénale internationale, relatifs au crime d'agression et aux crimes de guerre.

Le premier amendement consiste à réprimer le crime d'agression, qui constitue pour ainsi dire le pire des crimes dès lors que le recours à la force entraîne souvent d'autres actes très graves, comme des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Le deuxième amendement consiste à élargir la définition des crimes de guerre et à interdire également dans les conflits armés non internationaux l'utilisation de poison ou d'armes empoisonnées, de gaz et de toutes matières ou procédés analogues, de même que l'emploi de balles « dum-dum ».

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Oui à l'accélération des procédures et à l'amélioration de la protection juridique des requérants dans le domaine de l'asile

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de justice et police portant sur une modification de la [loi sur l'asile \(LAsi\)](#). Le projet prévoit la mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile issue des recommandations du rapport du groupe de travail Confédération-cantons sur les mesures d'accélération dans ce domaine.

Les mesures de restructuration proposées doivent contribuer au renforcement des garanties juridiques offertes aux requérants d'asile tout au long de la procédure, à une nette accélération de ces procédures et, par conséquent, à la diminution de la durée de séjour des requérants et du coût de leur prise en charge. Des décisions rapides devraient également permettre d'accélérer le processus d'intégration des personnes mises au bénéfice d'un statut de réfugié et de celles dont il est admis que le renvoi de Suisse n'est pas possible, licite ou raisonnablement exigible.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Gut, directeur général de l'office cantonal de la population, DS, ☎ 022 546 49 18.

Réglementation en matière d'assurance tremblement de terre

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation informelle du Département fédéral des finances portant sur l'introduction au niveau suisse d'une assurance contre les dommages consécutifs à des séismes. Le gouvernement genevois est favorable au principe d'une assurance tremblement de terre obligatoire et donne sa préférence à une solution fondée sur la législation fédérale en lieu et place d'une variante intercantonale.

Si le risque sismique est relativement faible pour le canton de Genève, un tremblement de terre peut engendrer d'importantes destructions. Aujourd'hui, les bâtiments peuvent être assurés contre ce type de catastrophe, sur une base volontaire et coûteuse.

Un groupe de travail composé de représentants de la Confédération, des cantons et des assureurs s'est penché sur la faisabilité de la mise en place d'une couverture obligatoire et à prime uniforme pour tout le pays. Un premier rapport a été émis et trace les grandes lignes d'une telle assurance. La principale plus-value d'une solution obligatoire est l'impact positif sur le montant des primes.

Les modalités pratiques devront encore être examinées lors d'une procédure législative fédérale.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur général de l'office cantonal de la protection de la population et des affaires militaires, DS, ☎ 022 546 77 01.

Carouge : construction de logements et d'un hôtel



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés sur le territoire de la commune de Carouge, entre la route de Drize, la route de Saint-Julien et la place du Rondeau. Le périmètre, situé en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée), comporte sept parcelles, dont deux ne sont que partiellement incluses dans le PLQ, d'une superficie totale de 6078 m². Trois parcelles sont en mains publiques, cantonale et communale.

Le projet propose la création de deux bâtiments de six étages sur rez-de-chaussée. Un immeuble accueillera trente logements avec des activités au rez-de-chaussée, le deuxième abritera un hôtel. Une aire d'implantation définie a également été réservée pour la réalisation d'un équipement public. La définition, le programme et la surface brute de plancher de ce bâtiment seront définis ultérieurement, au terme d'un concours. A ce stade, le plan totalise 8400 m² de surface brute de plancher (SBP) répartis ainsi : 3600 m² pour les logements, 600 m² pour les activités commerciales et/ou administratives et 4200 m² pour l'hôtel.

Le projet prévoit aussi de construire 51 places de stationnement en sous-sol. L'implantation des constructions projetées ménage un dégagement sur la route de Saint-Julien afin de prolonger un alignement d'arbres. Il préserve aussi le cordon boisé au sud du périmètre. Une réflexion sur l'espace public ménagé entre les trois bâtiments sera menée au cours des prochaines étapes.

Le Conseil municipal de la commune de Carouge a préavisé défavorablement ce projet le 20 décembre 2012. Le département de l'urbanisme (DU) a répondu aux attentes du Conseil municipal et le PLQ a été modifié en conséquence. La procédure d'opposition ouverte du 28 juin au 28 août 2013 n'a suscité aucune opposition.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a adopté un autre plan localisé de quartier (PLQ) concernant des terrains également situés sur le territoire de la commune de Carouge, entre les rues de la Fontenette et des Moraines. Le périmètre, dit « du léopard », est situé en zone de développement 3. Il s'étend sur seize parcelles, dont trois ne sont que partiellement incluses dans le PLQ, d'une superficie totale de 11'576 m². Une des parcelles relève du domaine public communal.

Le projet propose la création d'un bâtiment en îlot dont la hauteur d'étage varie de cinq étages sur rez-de-chaussée à sept étages sur rez-de-chaussée, offrant 220 nouveaux logements. Le rez-de-chaussée de l'îlot sera dévolu à des activités ou à des équipements publics.

Le projet prévoit de réaliser 148 places de stationnement en sous-sol. L'implantation des constructions projetées ménage en son centre un îlot permettant d'accueillir un espace vert et des jeux pour enfants. Le plan propose également un interstice destiné à l'aménagement d'espaces publics destinés à la mobilité douce inter-quartier. Au total, le PLQ totalise 28'670 m² de surface brute de plancher, dont 24'420 m² pour les logements et 4250 m² pour les activités commerciales et/ou administratives.

Le Conseil municipal de la commune de Carouge a préavisé favorablement ce projet le 13 juin 2013 avec quelques réserves. Le DU a pris en compte les réserves exprimées et des modifications ont été apportées au plan. La procédure d'opposition ouverte du 9 juillet au 9 septembre 2013 n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication des arrêtés du Conseil d'Etat dans la Feuille d'Avis officielle, les plans seront disponibles sur le site internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation et le type de constructions qui pourront être autorisées dans cette zone, ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Approbation du plan de site « Maisons ouvrières du Petit-Lancy »



Le Conseil d'Etat a adopté le plan de site « Maisons ouvrières du Petit-Lancy », situé entre la route de Chancy, le chemin de l'Epargne et le chemin des Pâquerettes.

L'objectif du plan de site est de protéger le quartier des maisons ouvrières du Petit-Lancy et le site environnant. Il doit permettre la transformation du secteur dans le respect de l'échelle et du caractère des constructions existantes.

L'étude du projet de plan de site a été engagée en mai 2010, à l'initiative de la commune de Lancy.

Le périmètre du plan de site intègre un ensemble de petites maisons réalisées en 1897, dans le sillage des grands projets socioéconomiques amorcés en Europe dès la moitié du XIX^e siècle. Ce quartier représente le premier témoignage d'une époque importante de l'histoire du logement social à Genève. Il a notamment inspiré la création des cités ouvrières qui ont ultérieurement vu le jour dans ce canton.

Dans sa délibération du 18 octobre 2012, le Conseil municipal de la commune de Lancy a préavisé favorablement le projet de plan de site. La procédure d'opposition, ouverte du 19 avril au 19 mai 2013, n'a suscité aucune opposition.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale de l'office du patrimoine et des sites, DU, ☎ 022 546 60 95.

Le tram du Grand-Saconnex toujours d'actualité

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de la Ville du Grand-Saconnex faisant part de son inquiétude quant à la réalisation du tramway ralliant la commune.

Dans sa réponse, le gouvernement genevois a assuré aux autorités du Grand-Saconnex que ce projet est bien inscrit au programme de l'extension des lignes de tramways, conformément à la loi sur les transports publics et que sa réalisation fera l'objet d'une planification coordonnée avec l'extension de la route des Nations.

*Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, DIME,
☎ 022 546 78 03.*

Aide financière à des organismes actifs dans le domaine culturel

Le Conseil d'Etat a accordé 2 millions de francs pour l'année en cours, 2,125 millions en 2014, 2,312 millions en 2015 et 2,5 millions en 2016 à la Fondation romande pour le cinéma Cinéforum.

La Fondation romande pour le cinéma a été constituée le 26 mai 2011 par les six cantons romands et les Villes de Genève et Lausanne. Grâce notamment à l'engagement de l'Etat de Genève, elle a pu mettre en place la structure et les outils lui permettant de devenir l'instrument privilégié du soutien romand à la production indépendante et à la réalisation de films émanant de réalisateurs confirmés et émergents. Cette structure fonctionne en bonne adéquation avec les deux autres piliers du financement du cinéma en Suisse que sont l'Office fédéral de la culture (OFC) et la Société suisse de radio-diffusion.

La production cinématographique romande connaît une exceptionnelle vitalité attestée par les nombreuses distinctions nationales et internationales remises à des productions romandes depuis plusieurs années. Les derniers Prix du cinéma suisse, remis pour la première fois à Genève cette année, de même que la sélection de films genevois à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes 2013, ainsi que le succès public obtenu par différents films romands légitiment pleinement l'effort fourni par le canton en faveur du cinéma.

Dans le contexte national d'aide au cinéma, l'existence de la Fondation romande pour le cinéma permet de développer une véritable ambition régionale et emblématique de la politique culturelle romande du XXI^e siècle.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 120'000 francs sur une durée de quatre ans au Bureau culturel, association qui, depuis sept ans, offre un soutien logistique et technique aux artistes genevois.

Cette subvention s'inscrit dans la convention de subventionnement du Bureau culturel, renouvelée pour 2014-2017 par la Ville et l'Etat de Genève, avec la Société coopérative Migros Genève et la Fédération des coopératives Migros.

Dans le cadre de ce partenariat public-privé, le Bureau culturel fournit aux artistes et acteurs culturels, professionnels ou amateurs les moyens de démarrer un projet, grâce à un service de location bon marché et à un espace de travail équipé pour la réalisation graphique et audiovisuelle. Il constitue par ailleurs une plateforme d'information, d'échanges et de rencontres entre artistes, acteurs culturels et structures actives dans le soutien et/ou la promotion de la culture.

L'ensemble des activités du Bureau culturel a permis de créer un réseau local favorisant les collaborations régulières entre institutions locales, pouvoirs publics, structures privées de soutien à la culture et structures complémentaires au Bureau culturel.

Enfin, le Conseil d'Etat a adopté un arrêté octroyant une aide financière de 80'000 francs au Théâtre Spirale pour 2014. Le canton marque ainsi sa reconnaissance de l'engagement du Théâtre Spirale en faveur de la diversité culturelle. Par le choix d'artistes, de thématiques et de textes qui tiennent compte de la multiculturalité, le Théâtre Spirale poursuit en effet une démarche de métissage qui rayonne bien au-delà de la région franco-valdo-genevoise, tout en développant de nombreuses activités pour les classes.

L'octroi de cette aide s'inscrit dans les missions culturelles de l'Etat prévues par la loi cantonale sur la culture du 16 mai 2013, parmi lesquelles : favoriser la diffusion des œuvres et le rayonnement des artistes et des institutions par des coopérations régionales et internationales et encourager toutes mesures favorisant l'accès à la culture, notamment tout au long de la scolarité.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Fondation d'art dramatique de Genève : approbation des comptes 2012

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes de la Fondation d'art dramatique de Genève (FAD) arrêtés au 30 juin 2012, conformément aux statuts de la fondation. Ces comptes présentent un bénéfice de 297'438 francs, répartis entre la FAD, l'Etat de Genève et la Ville de Genève selon les termes de la convention tripartite pour la période 2009-2012.

La FAD assume un rôle de gestion auprès des théâtres qui dépendent d'elle, soit la Comédie de Genève et le Poche. Elle veille notamment à l'équilibre budgétaire entre les spectacles produits ou coproduits par ces théâtres et les spectacles d'accueil ou d'échange.

La FAD garantit une politique tarifaire préférentielle en faveur des classes du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) qui se rendent dans les théâtres qu'elle gère. Elle participe ainsi à l'effort de sensibilisation de tous les élèves à la culture mené par le DIP. Elle s'assure par ailleurs que les artistes résidant en Suisse romande fassent l'objet d'une attention particulière.

*Pour toute information complémentaire: Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Fondation d'aide aux entreprises : adoption du rapport d'activité

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand-Conseil le rapport d'activité de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) pour les années 2011 et 2012.

En 2011, la FAE a enregistré 277 entretiens préliminaires et 57 demandes ont été acceptées, représentant 638 emplois maintenus et/ou créés et un engagement total de 15,28 millions de francs.

En 2012, ce sont 276 entretiens préliminaires qui ont été enregistrés par la FAE et 60 demandes qui ont été acceptées, représentant 1263 emplois maintenus et/ou créés pour un montant total des engagements de 17,87 millions de francs.

Les secteurs qui ont le plus sollicité la FAE en 2011 et 2012 sont ceux des prestations de service (19% des demandes en 2011 et 20% en 2012), du commerce de détail, y compris les artisans (18% des demandes en 2011 et 2012) et des nouvelles technologies (14% des demandes en 2011 et 18% en 2012).

La FAE est également fortement intervenue dans le domaine de l'industrie (14% des demandes en 2011 et 15% en 2012), de la construction (9% des demandes en 2011 et 12% en 2012), et de la restauration (23% des demandes en 2011 et 8% en 2012).

En 2011 et 2012, la FAE a globalement atteint ses objectifs relevant des contrats de prestations conclus avec l'Etat.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Rappel des règles de bienséance lors des séances des Conseils municipaux

Ayant constaté à de nombreuses reprises depuis le début de la législature des manquements graves aux règles de la bienséance lors des séances de Conseils municipaux de plusieurs communes genevoises, le Conseil d'Etat a écrit à l'ensemble des maires, leur demandant de bien vouloir rappeler en son nom, à l'occasion d'une séance de Conseil municipal, ces règles de civilité et de retenue qui découlent implicitement du serment solennel prêté par les élus.

Dans son courrier, le Conseil d'Etat rappelle qu'il intervient en sa qualité d'autorité de surveillance des communes, conférée par [l'article 137 de la constitution de la République et canton de Genève](#), du 14 octobre 2012. Il rappelle également qu'il est notamment répréhensible de violer le règlement du Conseil municipal, de proférer des menaces à l'égard d'une ou de plusieurs personnes, de prononcer des paroles portant atteinte à l'honneur ou à la considération, d'employer une expression méprisante ou outrageante et de troubler la délibération.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

Le traitement des magistrats communaux à l'examen

Le Conseil d'Etat a décidé d'instituer un groupe de travail composé de représentants de l'administration cantonale et de l'Association des communes genevoises (ACG), chargé d'examiner d'une manière générale la situation relative à la rémunération des magistrats communaux, à la disparité de celle-ci entre les communes et aux éventuelles indemnités de départ des membres des exécutifs municipaux en fin de mandat. Cette problématique est en effet évoquée de façon récurrente par certains magistrats communaux.

Ce groupe de travail traitera notamment de :

- la fiscalisation du traitement des magistrats communaux et des conseillers municipaux, ainsi que les déductions ;
- la problématique des indemnités de chômage des magistrats communaux en cas de fin de mandat ;
- la problématique des indemnités des magistrats communaux en cas de fin de mandat ;
- la problématique de la disparité des types et des montants des indemnités des magistrats communaux et des conseillers municipaux.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Aboutissement de référendums en Ville de Genève et à Versoix

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève du 25 juin 2013, transférant les 2300 actions de 022 Télégénève SA figurant au bilan de la Ville de Genève du patrimoine administratif au patrimoine financier et autorisant leur vente à UPC Cablecom sàrl.



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 5242
- nombre de signatures contrôlées : 4711
- nombre de signatures exigées : 4000
- nombre de signatures validées : 4012

Le nombre de 4000 signatures valables requis par la constitution pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

La date de la votation communale en Ville de Genève sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.



Par ailleurs, le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Versoix du 24 juin 2013, approuvant le plan localisé de quartier No. 29'369-511, version du 18 septembre 2012, sis sur la commune de Versoix, entre l'avenue Adrien-Lachenal et le chemin Louis-Dégallier.

La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 1766
- nombre de signatures contrôlées : 1073
- nombre de signatures exigées : 1000
- nombre de signatures validées : 1011

Le nombre de 1000 signatures valables requis par la constitution pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

La date de la votation communale à Versoix sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Elections du 6 octobre 2013 : résultats constatés

Le Conseil d'Etat a pris deux arrêtés, l'un constatant les résultats du premier tour de l'élection du Conseil d'Etat, l'autre constatant les résultats de l'élection au Grand Conseil du dimanche 6 octobre 2013.

Le gouvernement a par ailleurs pris acte avec satisfaction du bon déroulement des opérations électorales, alors même qu'il s'agissait pour la première fois d'un double scrutin, combinant l'élection du Grand Conseil et le premier tour de l'élection du Conseil d'Etat. Il remercie les équipes chargées de l'organisation ainsi que les jurés (1711 personnes en tout) qui se sont investis pour garantir le succès de l'opération et ont été mobilisés pendant 36 heures d'affilée afin de traiter le double de bulletins par rapport à une opération conventionnelle.

Le second tour de l'élection du Conseil d'Etat aura lieu le 10 novembre prochain.

Le délai de dépôt des listes de candidatures à l'élection du second tour du Conseil d'Etat est fixé au lundi 14 octobre 2013 à midi. Les candidat-e-s peuvent se retirer des listes jusqu'au mercredi 16 octobre midi, et le mandataire de liste peut présenter un remplaçant avant midi, au plus tard le jeudi 17 octobre 2013 ([LEDP art. 24](#)).

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Déjeuner de travail avec les magistrats du pouvoir judiciaire

Le Conseil d'Etat a reçu les membres de la commission du pouvoir judiciaire pour un déjeuner qui a eu lieu à la Fondation Zoubov. Cette rencontre a lieu chaque année. Les discussions ont porté sur l'autonomie du pouvoir judiciaire et le nouveau Palais de justice.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
10 octobre 10h00	Bilan intermédiaire du Programme cantonal genevois de développement des soins palliatifs 2012-2014	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
15 octobre 10h00	Lancement de la campagne de prévention contre le surendettement des jeunes	Salle de conférence de la HEAD 15, bd James-Fazy	DSE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04 ou 079 935 86 75
15 octobre 14h00	cérémonie de pose de la première pierre de l'étape 3.3 de la Maternité et point de situation des autres chantiers en cours dans le quartier hospitalier	Hôpitaux universitaires de Genève 16, rue Alcide-Jentzer	DU DARES	Nicole Bovard ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Flora Houben ☎ 022 546 88 13
29 octobre 9h30	Amiante, PCB et plomb dans la construction : « Pour des travaux sans danger, faisons circuler l'information ! »	Pavillon SICLI, Acacias	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
29 octobre 14h00	Prix du commerce 2013	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Elisabeth Tripod-Fatio ☎ 022 388 34 34